

RÉFLEXIONS ET POSITIONS

L'Université peut-elle encore s'intéresser à l'éthique ?

par Gaëtan Daoust
professeur à la Faculté des sciences de l'éducation
de l'Université de Montréal

Il est assez étonnant qu'une si faible minorité, semble-t-il, d'universitaires et de chercheurs soient enclins à s'interroger sur la pertinence et l'utilité réelle et à long terme des travaux qu'ils entreprennent. Ce n'est pourtant pas que les occasions ne leur en soient offertes. Outre le fait que d'éminents chercheurs, même décorés du prestigieux prix Nobel, décident soudain d'interrompre leurs recherches parce que les résultats pourraient en être dangereux, il ne se passe guère de semaine sans que l'un ou l'autre chercheur sérieux dénonce le danger ou l'inutilité de maints travaux universitaires, dans les sciences dites exactes, aussi bien que dans les sciences sociales ou humaines.

Il y a vingt ans déjà, la crise de 1968 avait provoqué une prise de conscience, souvent douloureuse à certains chercheurs, des implications politiques, militaires notamment, de leurs travaux même les plus hautement théoriques et apparemment inoffensifs. Oppenheimer ne pouvait pas en toute bonne conscience se déclarer innocent devant l'usage catastrophique que les hommes politiques et les militaires avaient pu faire de ses travaux. Or, il ne semble pas que cette crise, qui paraissait alors secouer violemment le monde universitaire occidental, ait eu des effets durables, ou même qu'elle ait débordé un cadre assez circonscrit. Bon nombre de chercheurs, du moins en Amérique, ne semblent pas en avoir été atteints. Il n'est pas inutile de chercher à en identifier certaines causes.

On peut invoquer bien sûr, au premier chef, la nécessité où se trouvent les universitaires, les plus jeunes notamment, de contribuer activement aux recherches qui ont actuellement la faveur du monde scientifique, des gouvernements, des entreprises et des organismes subventionnaires. Il en va du succès de leur carrière, de leur prestige et souvent de la *permanence* de leur emploi dans une université. À cela

s'ajoute la forte concurrence entre chercheurs et universités en matière de subventions. On juge de plus en plus de la valeur d'un professeur ou d'un chercheur aux montants des subventions, ou parfois même des commandites, qu'il réussit à décrocher.

Il n'en va guère autrement des jugements comparatifs sur les universités elles-mêmes et sur les facultés, départements ou centres de recherche qui les composent. Dans tel centre important de recherche, on favorise, du reste, l'obtention de commandites, qui contribuent mieux que les subventions au financement de l'institution. Mais, avec l'argent qu'il apporte, le commanditaire impose ses propres besoins et priorités. On ne voit plus guère, en pareille conjoncture, comment une institution universitaire peut longtemps différer d'un cabinet privé de recherche et comment elle peut conserver l'essentielle liberté qui doit, avant tout le reste, caractériser le travail de l'université.

Il est vraisemblable que cette obligation où se trouvent les professeurs et les chercheurs d'entrer dans la course aux subventions ou commandites ne leur laisse guère le loisir, sinon la liberté intérieure, de s'interroger sérieusement sur les implications éthiques, sociales, politiques, environnementales ou militaires de leurs recherches. Le feraient-ils qu'ils seraient sans doute très rapidement ramenés à l'ordre et menacés de disparaître. Il ne manquera jamais de ministre du commerce ou de vice-président d'une puissante compagnie de communications pour menacer de couper les vivres aux universités, si elles ne se rendent pas plus utiles à la bonne marche des affaires. Au pouvoir d'argent comme au pouvoir politique l'université a désormais des comptes à rendre. Il faut éviter, estimeront certains, d'entretenir à cet égard de stériles nostalgies. Il y a soixante ans déjà Max Weber entrevoyait la fin de la libre recherche universitaire.

Cette situation de concurrence et de dépendance n'est pas négligeable, mais elle ne me paraît pas pouvoir expliquer à elle seule, comme on pourrait être facilement tenté de l'invoquer, cette très grave négligence à s'interroger sur la dimension éthique de la recherche scientifique. Je soumets l'hypothèse qu'il se produit facilement, chez le chercheur intellectuel, requis tout entier par les exigences de ses travaux et la ferveur de ses découvertes, une sorte de désengagement à l'égard d'un autre ordre de réalités plus quotidiennes, qu'elles soient sociales ou politiques, morales ou esthétiques. La langue populaire dira facilement de lui qu'il est décroché. En réalité, il peut s'agir dans certains cas, pour considérer la dimension la plus troublante d'une telle attitude, d'une sorte d'atrophie du sens éthique. On s'explique mal, en dehors de cette hypothèse, comment des départements universitaires de sciences biologiques, physiques ou chimiques se préoccupent si peu des dimensions éthiques de leurs recherches ou de leurs effets sur l'environnement, alors que nous nous acheminons à grands pas vers un contrôle génétique où pourrait sombrer ce qui nous reste de dignité humaine, et que nous compromettons chaque jour davantage l'avenir de la planète. On comprendrait mal aussi, pour ne citer qu'un autre exemple, comment une faculté de pharmacie peut mettre, bon an mal an, sur le marché professionnel, sa fournée de pharmaciens-épiciers, dont le succès dans l'existence est fonction de la vente massive de médicaments, dans une province qui en fait déjà un usage abusif, sans que cette même faculté ait jamais jugé qu'il lui incombait aussi de faire en la matière l'éducation de la population.

Il a fallu, il y a quelques mois, qu'un homme d'affaires nous rappelle la nécessité « impérieuse », pour l'enseignement post-secondaire, de s'intéresser à l'éthique et à la préservation de l'environnement. Monsieur Claude Castonguay, président du Groupe La Laurentienne, constate que « de négliger d'articuler les principes fondamentaux de l'éthique aux progrès technologiques serait inaugurer une ère de barbarie à visage humain ». (Séance inaugurale, le 26 octobre 1987, du Colloque national sur l'enseignement post-secondaire, tenu à Saskatoon.) D'aucuns estiment que cette ère est depuis longtemps commencée et qu'elle se prolonge inexorablement. « Le désert vient, et il dure longtemps », annonçait Nietzsche, il y a exactement un siècle.

Il ne se trouve probablement personne, parmi nos recteurs et autres dirigeants de la chose universitaire, qui ne se dise d'accord avec ces propos de l'ancien ministre des Affaires sociales du Québec, actuellement chancelier de l'Université de Montréal.

Le malheur, cependant, est qu'aucun de nos recteurs n'a tenu, depuis fort longtemps, pareil discours. Ce n'est pourtant pas que les occasions leur aient fait défaut. Depuis quelques années déjà, ils s'exercent à démontrer par tous les moyens et sur toutes les tribunes le caractère utile de nos universités et leur haute rentabilité économique, parfois même au titre d'employeur. Assez petitement, d'ailleurs, avec parfois un ton de quémandeurs, et sans prendre la mesure, semble-t-il, du prix qu'il faudra payer — qu'il faut déjà payer — pour cette soumission servile à l'égard des pouvoirs politiques, bureaucratiques et financiers. La direction de l'Université de Montréal parlait, il y a peu, de la nécessité d'une véritable « osmose » entre l'université et l'entreprise. À certains égards, cette étrange sinon horrible chose est déjà faite, et il n'y a guère de différence entre un recteur d'une université d'ici et un directeur-gérant d'entreprise. Pas plus, en tout cas, qu'il n'y en a entre un syndicat de professeurs d'université et un syndicat d'entreprise. Les ambitions se ressemblent par plus d'un trait, les discours marquent de communes insistances, les occupations quotidiennes et les talents requis ne diffèrent plus guère.

Il faut sans doute remonter à plusieurs années en arrière, jusqu'au temps où des dirigeants ecclésiastiques présidaient aux destinées de nos universités, pour retrouver un discours inspiré des mêmes valeurs « humanistes », dont se réclame aujourd'hui le chancelier de l'Université de Montréal. Sur un autre point, pourtant, le discours de nos recteurs actuels rejoint celui des recteurs cléricaux d'autrefois : la recherche et l'enseignement universitaires ne trouvent leur justification qu'en dehors d'eux-mêmes, dans la croissance économique aujourd'hui, dans la défense de la foi chrétienne, il n'y a guère. Ni les uns ni les autres ne semblent avoir réfléchi que l'œuvre de l'intelligence n'a pas besoin qu'on la justifie et qu'il est de l'essentielle dignité de l'homme de poursuivre pour elle-même la connaissance, en faisant sans cesse effort pour ne pas la laisser biaiser par des considérations d'intérêt. **L'université a besoin, pour justifier son existence, de chercher la seule vérité et de contribuer ainsi au développement de l'esprit de ceux et celles que la société lui confie. De rien d'autre.** Toute autre finalité qu'elle s'impose ou accepte, économique ou religieuse, a tôt fait d'en fausser la mission et de l'assujettir aux puissances du jour.

Il devient urgent, estime monsieur Castonguay, de s'intéresser à l'éthique dans nos universités et d'en faire un objet prioritaire de recherche et d'enseignement. Or le lieu naturel de cette recherche et de cet enseignement, en dehors des facultés de théologie,

ce sont les facultés de philosophie. Il en a toujours été ainsi dans la grande tradition universitaire occidentale, où les enseignements de la faculté de philosophie rayonnaient sur l'ensemble des universitaires, professeurs et étudiants. Sigmund Freud, médecin de formation, participait activement, au début de ce siècle, à l'Université de Vienne, à des séminaires de philosophie dont nous savons aujourd'hui qu'ils ont marqué, encore que sa coquetterie n'ait guère voulu l'admettre, l'orientation de ses travaux. Schopenhauer et Nietzsche l'avaient, par la seule réflexion philosophique, précédé sur la voie de ses découvertes cliniques. Il n'en a pas été autrement de plusieurs des plus éminents hommes de science de ce siècle, dont la formation universitaire comprenait comme allant de soi la fréquentation de milieux et d'enseignements philosophiques, et donc la sensibilisation aux dimensions éthiques de leurs propres recherches.

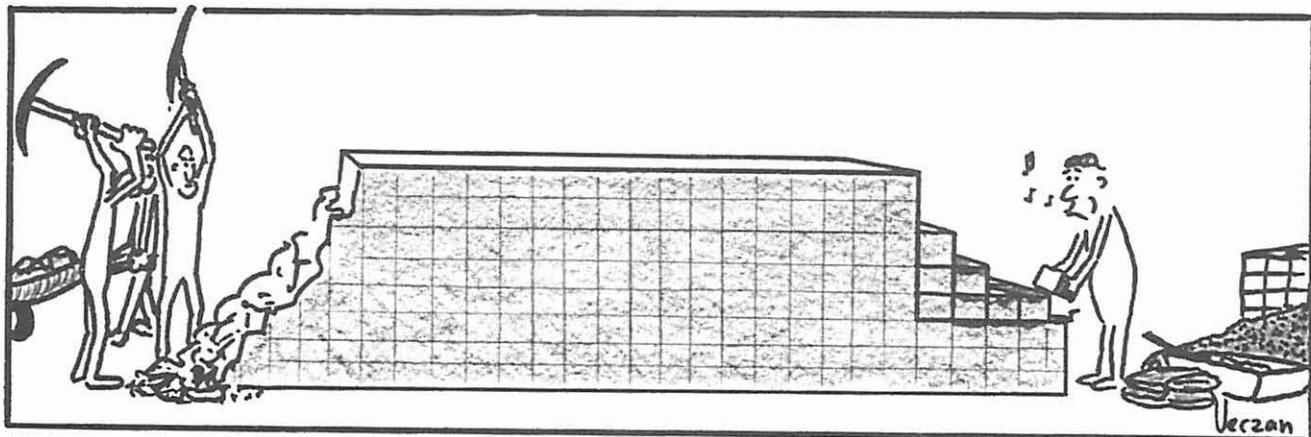
Historiquement, du reste, c'est à la faculté de philosophie que l'université doit son existence. Les trois facultés professionnelles originelles, celles de théologie, de médecine et de droit, n'ont pu apprendre à coexister à l'intérieur d'une même institution qu'en raison d'une commune recherche de l'*unité* du savoir, que l'université se disait responsable de dispenser. C'est la faculté de philosophie qui se faisait garante de cette unité, en transcendant les particularismes des savoirs professionnels et en jugeant.

Mais on n'hésite plus désormais à supprimer un département de philosophie parce qu'il n'est plus rentable. La grande idée qui a donné naissance à l'université est peut-être morte désormais. Et si elle est morte, on peut être certain que l'institution qui lui doit son origine et son devenir, l'université, est morte avec elle. C'est dans la conformité vivante à leur idée originelle que les institutions se perpétuent, dans la fidélité à leurs commencements qu'elles sont grandes. « La perfection est un principe, non un résultat », disait profondément Aristote, un homme de sciences intéressé notamment aux météores et aux « parties des animaux », mais qui conçut aussi une grande métaphysique et le premier traité systématique d'éthique. C'est ce livre sans doute qu'il faudra d'abord apprendre à lire, le jour où on décidera qu'il devient de nouveau essentiel de s'intéresser à l'éthique. Mais sera-ce dans l'université ?

C'est dans la conformité vivante à leur idée originelle que les institutions se perpétuent.

En 1960 déjà, le philosophe Karl Jaspers, qui fut aussi médecin et psychiatre, constatait que « bien que le nom d'Université ait été conservé, l'Université elle-même n'existe plus ». Elle se consacre désormais, estimait-il, à l'« organisation du bourrage de crâne ». Il le disait de l'université allemande, qui n'avait sans doute alors, non plus que maintenant, rien à envier à la nôtre. Les historiens nous apprennent que le puissant empire romain était mort depuis longtemps avant que ses ressortissants ne consentent à s'en apercevoir. L'Université serait morte déjà, mais le bruit n'en serait pas encore venu aux oreilles fort opportunément scellées des universitaires. La façade brillante mais vermoulue qu'elle continue de présenter masque une autre réalité que celle d'une institution où un jeune homme ou une jeune fille peut obtenir une formation de l'esprit, cohérente et unifiée, soucieuse d'humanisme, et donc d'éthique, autant que de rigueur scientifique. Du professeur d'université on exigeait naguère qu'il fut un humaniste *et* un savant. On attend aujourd'hui de lui qu'il soit un spécialiste et un chercheur. Et qu'il fasse, par la somme des

En 1960 déjà, le philosophe Karl Jaspers, qui fut aussi médecin et psychiatre, constatait que « bien que le nom d'Université ait été conservé, l'Université elle-même n'existe plus ». Elle se consacre désormais, estimait-il, à l'« organisation du bourrage de crâne ». Il le disait de l'université allemande, qui n'avait sans doute alors, non plus que maintenant, rien à envier à la nôtre. Les historiens nous apprennent que le puissant empire romain était mort depuis longtemps avant que ses ressortissants ne consentent à s'en apercevoir. L'Université serait morte déjà, mais le bruit n'en serait pas encore venu aux oreilles fort opportunément scellées des universitaires. La façade brillante mais vermoulue qu'elle continue de présenter masque une autre réalité que celle d'une institution où un jeune homme ou une jeune fille peut obtenir une formation de l'esprit, cohérente et unifiée, soucieuse d'humanisme, et donc d'éthique, autant que de rigueur scientifique. Du professeur d'université on exigeait naguère qu'il fut un humaniste *et* un savant. On attend aujourd'hui de lui qu'il soit un spécialiste et un chercheur. Et qu'il fasse, par la somme des



subventions ou commandites qu'il décroche, la preuve de sa rentabilité économique.

Mais s'il ne s'agit plus d'une université, de quoi s'agit-il donc ? La direction de l'institution dont monsieur Castonguay est le chancelier affectionne, depuis quelques années déjà, le titre de *multi-université*. Le terme n'est guère élégant, mais nous n'en sommes pas, dans l'université contemporaine, à un barbarisme près. Celui-ci évoque assez opportunément, me semble-t-il, ce qu'elle est devenue, au fil des ans : un ensemble assez disparate d'écoles professionnelles, dont le principe de cohésion, protégé par une bureaucratie centrale de plus en plus lourde, est d'ordre administratif et financier, sinon fondé parfois sur de simples intérêts corporatistes. Le discours idéologique commun de cette institution est d'une navrante pauvreté.

À l'intérieur de cette multi-université, les écoles, facultés ou départements consacrés aux sciences dites exactes, et où se poursuivent plus qu'ailleurs les recherches qui exigent une urgente réflexion éthique, ignorent allégrement ce qui se passe dans les facultés ou départements qui sont le mieux entraînés à exercer pareille réflexion : ceux de lettres sans doute, de sciences sociales peut-être, de philosophie certainement. Cette ignorance, du reste, est en général confortablement mutuelle.

Au palier de la direction, où devraient théoriquement se concerter les grandes orientations de l'institution, pareil dialogue n'est plus guère fécond, si même il est encore possible. On cherche à recruter à ces fonctions des gestionnaires efficaces, qui viendront normalement du secteur des sciences dites exactes et dont les préoccupations, si du moins on en juge par leur discours habituel ces récentes années, ne débordent guère les questions d'ordre administratif ou financier. On les voit discourir avec conviction de déficit budgétaire, célébrer à l'envi le joyeux hymen de l'université et de l'entreprise, ou prêter complaisamment leur collégial crédit à tel concours de popularité entre vedettes du jour. Je n'en sache pas, cependant, qui ait eu la capacité, ou la liberté, de promouvoir une véritable vision de l'université, lieu privilégié de la libre intelligence, de la critique de la société et de ses pouvoirs, du questionnement éthique difficile et urgent que réclame le chancelier Castonguay. On aurait tort, bien sûr, de leur en faire grief. Pareille université n'existe plus. Le discours des dirigeants de ces institutions disparates qui l'ont remplacée en reflète sans doute les préoccupations désormais les plus importantes et les quotidiennes servitudes.

Si pressante que soit l'objurgation de monsieur Castonguay, on est en droit de demander comment elle peut encore se faire entendre, dans ce qui continue de porter le nom prestigieux d'université.